



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Les jeunes, un moteur de changement



UNOWAS

UNITED NATIONS OFFICE
FOR WEST AFRICA
AND THE SAHEL

BUREAU DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST
ET LE SAHEL

A lire dans ce numéro



EDITO - Les jeunes, un moteur de changement



La jeunesse Ouest-Africaine appelle à l'action



La voix des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel



« Le redressement du Cabo Verde témoigne de la résilience, de l'unité et de l'aspiration commune à un avenir meilleur » - Interview Patricia Portela de Souza



Simão achève sa tournée régionale, appelle à une mobilisation accrue pour la paix et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Les Chefs de Missions des Nations Unies font le point sur leur action



Vers une évaluation du code de conduite de Yaoundé et de son architecture après 10 ans d'actions



“L'architecture de Yaoundé et les Etats du Golfe de Guinée doivent mettre en place des mesures dissuasives contre les auteurs des infractions maritimes.” - Interview Amiral Narciso Fastudo



Les communautés, priorité majeure de la CMCN



UNOWAS soutient les efforts de revitalisation de l'Association du Barreau de l'Afrique de l'Ouest (WABA)



Leonardo Santos SIMAO

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef de l'UNOWAS/CNMC

Les jeunes, un moteur de changement

Alors que la sous-région continue de faire face à de nombreux défis qui se complexifient dans un contexte global économique et géopolitique tout aussi complexe et difficile, des voix fortes et déterminées, pleines d'énergie et d'espoir se font entendre malgré le vacarme assourdissant des « mauvaises nouvelles » relaté quasi quotidiennement par les médias.

Ce sont les voix des jeunes femmes et hommes Ouest africains qui s'engagent avec enthousiasme et responsabilité pour contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour leurs pays et la sous-région tout entière.

Conscients de la nature des défis et de l'utilité de leur implication, les jeunes femmes et hommes sont désormais des acteurs incontournables du développement économique et politique. Ils jouent déjà un rôle prépondérant et veulent continuer de faire autant dans le règlement de toutes les questions majeures qui se posent aux sociétés et aux

gouvernements des pays de la sous-région. C'est en effet le sens de notre engagement auprès des jeunes femmes et hommes, à travers la mise en œuvre, en partenariat avec la CEDEAO, des Résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) relatives aux jeunes, à la paix et à la sécurité.

Le 3ème Forum annuel des jeunes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, organisé en juillet dernier à Mindelo, Ile de São Vicente, en partenariat avec la CEDEAO et le gouvernement de la république du Cabo Verde sur le thème : « Autonomiser les jeunes femmes et les jeunes hommes par une éducation de qualité, un travail décent et des solutions innovantes afin de rendre la prévention des conflits plus efficace pour maintenir la paix et la sécurité dans la région, » et l'*Appel à l'Action de Mindelo* qui a couronné les trois jours de travaux du Forum, témoignent du rôle grandissant des jeunes et de la nécessité d'inclure leur vision dans le traitement des sujets liés notamment à la Paix et la sécurité.

La tenue à Accra le mois août dernier de la *réunion annuelle du Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, un mécanisme de coordination pour la mise en œuvre des Résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015), organisée en collaboration avec nos partenaires ONU Femmes et la CEDEAO, illustre notre engagement continu pour soutenir une plateforme inclusive et multi-acteurs où femmes et jeunes agissent pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Car, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, les jeunes sont devenus une force motrice du changement sociétal grâce à la mobilisation sociale - en faisant pression pour l'action climatique, en recherchant la justice raciale, en promouvant l'égalité des sexes et en exigeant la dignité pour tous.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria en Action

Activités

Réalisations

Faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans la zone du lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la presqu'île de Bakassi

La CMCN a facilité le transfert pacifique de l'autorité de Bakassi au Cameroun par le biais de l'Accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Délimitation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays

2 050 kilomètres de démarcation ont été enquêtés et approuvés par le Cameroun et le Nigeria sur un total d'environ 2 100 kilomètres.

Délimitation de la frontière maritime conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Sur un total of 2696 pilliers à mettre en place, 1673 bornes ont déjà été construites et placées.

Répondre aux besoins des populations locales dans les zones frontalières affectées par les activités de démarcation

La CMCN, en liaison avec des partenaires, a développé des programmes en faveur des populations pour atténuer les impacts causés par la démarcation.

Faire des recommandations sur le renforcement de la confiance afin de promouvoir les opérations de coopération transfrontalières

La Commission mixte a également approuvé les recommandations de coopération transfrontalière sur les gisements d'hydrocarbures à cheval sur la frontière maritime.

La Représentante spéciale adjointe Biha a conclu une visite de trois jours à Abidjan



La RSASG Biha s'est rendue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 13 au 15 septembre, pour participer au lancement du Mécanisme intégré de stabilité aux frontières (IBSM) pour l'Afrique de l'Ouest, organisé conjointement par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et le Bureau de Lutte Contre le Terrorisme (UNOCT) pour renforcer la gouvernance et la sécurité frontalières dans les domaines stratégiques pour la stabilité régionale. Lors de sa visite, Mme Biha a également rencontré le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Diomande Vagondo; le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, Léon Kacou Adom; le ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale, Kouadio Konan Bertin, et le Médiateur de la République, M. Adama Toungara. Mme Biha a également eu une réunion avec le Représentant de L'Union du Fleuve Mano, Angui Assoikon, et l'équipe pays des Nations Unies.

UNOWAS soutient la réunion annuelle du Groupe de Travail sur les Femmes, les Jeunes, la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel



La réunion annuelle du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel (GDTFJPS-AO), organisée par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWAS), avec le soutien d'ONU Femmes, du Bureau du Coordonnateur résident du Ghana, du Conseil national pour la paix du Ghana et du PNUD, s'est tenue du 18 au 22 septembre à Accra, sous le thème "Prise de pouvoir anticonstitutionnelle et transitions dans la région du Sahel". L'objectif de cet événement est de renforcer la compréhension et la coordination des actions dans la mise en œuvre et le suivi des résolutions 1325 (2000), 2250 (2015) et suivantes du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la jeunesse, la paix et la sécurité. En outre, la réunion annuelle de cette année visait à proposer des stratégies pour une plus grande implication des femmes et des jeunes dans le dialogue politique dans la crise actuelle de la région.

Deux sessions organisées par UNOWAS au Sommet Afrique sur le climat à Nairobi



Lors du Sommet Afrique sur le climat qui s'est tenu à Nairobi du 4 au 8 septembre 2023 pour discuter de l'état du changement climatique en Afrique. UNOWAS a tenu deux sessions, la première, organisée conjointement avec l'UNOCA, l'Institut inter-régional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, et NORCAP (qui fait partie du Conseil norvégien pour les réfugiés), axée sur « le climat, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et du Centre : Vers la pertinence, l'efficacité et l'alignement. La deuxième session, organisée avec le Groupe de travail régional des Nations Unies sur le changement climatique, la sécurité de l'environnement et le développement, l'OIM, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et le PNUE, était intitulée : « Vers une action climatique concrète et centrée sur les populations en Afrique de l'Ouest : le rôle du dialogue et de la collaboration ».

10 CHOSSES À SAVOIR SUR UNOWAS

-  UNOWAS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
-  UNOWAS est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Mme Giovannie BIHA est la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Cheffe de l'UNOWAS/CNMC par intérim.
-  UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la prévention et la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique.
-  UNOWAS met en oeuvre son mandat dans 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et (Tchad).
-  UNOWAS travaille en étroite collaboration avec les différentes entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour consolider la paix et prévenir les conflits.
-  UNOWAS soutient les 16 pays dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
-  UNOWAS contribue à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région. UNOWAS soutient également les institutions sous-régionales et les États dans leurs efforts à faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région.
-  UNOWAS contribue à la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour soutenir les pays du Sahel à faire face aux multiples défis sécuritaires, de développement, la gestion des effets du changement climatique et la promotion du développement durable.
-  Le Représentant spécial du Secrétaire général est également le Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
-  La CMCN appuie le travail de démarcation de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Elle soutient la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation. Depuis sa création, la CNMC a pu démarquer 2050 km de frontière sur un tracé de frontière estimé à 2100 km.

La jeunesse Ouest-Africaine appelle à l'action

En coopération avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le gouvernement de la république du Cabo Verde, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a organisé le 3ème Forum annuel des jeunes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sur l'île de Mindelo (São Vicente), au Cabo Verde.



Le RSSG Simão discute avec des jeunes lors du Forum des Jeunes de Mindelo

Après Ouagadougou (Burkina Faso), en décembre 2018, et Abuja (Nigeria), en décembre 2021, l'île de Mindelo (São Vicente), au Cabo Verde a abrité du 13 au 15 juillet la troisième édition du Forum annuel des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Cette troisième édition fait partie des forums annuels des jeunes femmes et hommes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui s'inscrivent dans le cadre de l'engagement de l'UNOWAS en partenariat avec la CEDEAO pour la mise en œuvre des Résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) relatives aux jeunes, à la paix et à la sécurité.

Des jeunes femmes et hommes des pays de la sous-région, des représentants du gouvernement de Cabo Verde, d'organisations régionales, des entités des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers ont pris part à ce troisième Forum annuel des jeunes pour échanger sur le thème « autonomiser les jeunes femmes et les jeunes hommes par une éducation de qualité, un travail décent et des solutions innovantes afin de rendre la prévention des conflits plus efficace pour maintenir la paix et la sécurité dans la région ». Cette édition devait également permettre aux participants de faire un point sur la mise

en œuvre de l'agenda jeunes, paix et sécurité et recommander des solutions innovantes et intégrées à travers la promotion du leadership des jeunes et leur implication dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix et la sécurité dans la sous-région.

Les jeunes femmes et hommes représentants les pays de l'espace de la CEDEAO et du Sahel ont fait un état des lieux et échangé durant trois jours sur les mesures à prendre pour mettre en place une éducation de qualité en lien avec un emploi décent qui renforcerait la participation des jeunes femmes et hommes dans la prévention

des conflits, la consolidation de la paix et le développement.

Faisant écho à l'importance de la place et du rôle que peuvent jouer les jeunes dans divers domaines, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, a salué l'engagement des participants et les a encouragés à poursuivre leurs efforts pour contribuer au développement et à la consolidation de la paix et la démocratie dans la sous-région. De son côté, le premier ministre du Cabo Verde, Ulisses Correia e Silva a déclaré en s'adressant aux jeunes lors de la cérémonie d'ouverture du Fo-

rum que « ce ne sont pas les ressources naturelles, minérales ou même financières qui font la différence. C'est vous qui faites la différence. Parce que c'est vous qui, un jour, gérerez et gouvernerez les ressources. »

Les différentes sessions qui ont ponctué ce troisième Forum ont permis aux jeunes d'articuler une série de recommandations pertinentes qui ont été contenues dans l'Appel à l'action de Mindelo pour une autonomisation des jeunes à travers une éducation de qualité et un travail décent.

« L'Appel à l'Action que nous venons d'adopter est un pas positif qu'il faut

encourager, mais nous devons rester vigilants et mobilisés pour convertir cet appel en résultats concrets et rapides », a souligné Natalina Mendez, originaire du Cabo Verde. Mais Salissou, son aîné d'à peine 2 ans, réclame, à l'image des autres jeunes participants, un engagement responsable et sincère de la part des responsables politiques Ouest africains pour sortir du discours et aller vers les réalisations. « Nous sommes là et nous serons encore là, plus nombreux, il faut agir vite pour que nous soyons une force pour le progrès de notre région et non pas un fardeau, » a martelé Salissou.



Natalina Mendez, jeune représentante du Cabo Verde lisant l'Appel à l'Action de Mindelo

Appel à l'Action



3ème Forum annuel des jeunes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

Nous, plus de 100 jeunes femmes et hommes de 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, participants au Forum annuel des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, organisé par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) en partenariat avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le gouvernement de la République du Cabo Verde, en collaboration avec toutes les entités onusiennes de la région,

Réunis à Mindelo (île de Sao Vicente au Cabo Verde), du 13 au 15 juillet 2023 autour du thème : « Autonomisation des jeunes femmes et hommes à travers une éducation de qualité, un travail décent et des solutions innovantes pour rendre la prévention des conflits plus efficace pour le maintien de la paix et de la sécurité dans la région »,

CONVAINCUS des nobles objectifs de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, fondamentalement soutenus par les Résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, invitant les Etats membres à prendre les mesures nécessaires et appropriées pour protéger les jeunes femmes et les jeunes hommes, et pour promouvoir et accroître leur participation à tous les mécanismes et processus de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de

prise de décision,

CONSIDERANT les acquis juridiques et normatifs régionaux et nationaux en faveur de la jeunesse, notamment la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007), la Charte africaine de la jeunesse (2006), le Protocole du Conseil de paix et de sécurité de l'UA (2002), le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits de la CEDEAO (1999), ainsi que les différentes législations nationales garantissant la sécurité et la représentativité des jeunes femmes et des jeunes hommes,

RECONNAISSANT les efforts déployés pour traduire en actes les différents engagements internationaux, régionaux et nationaux à travers, entre autres, la Stratégie jeunesse 2030 des Nations unies (2018), le Cadre continental pour la jeunesse, la paix et la sécurité (2020-2029), la Politique jeunesse et le Plan d'action stratégique de la CEDEAO (2021-2030) et les différents politiques et programmes nationaux de jeunesse, et des nombreux défis à relever,

EXPRIMANT notre satisfaction quant à l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'action nigérian pour la jeunesse, la paix et la sécurité, qui vise à faciliter la mise en œuvre de la

Résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures,

CONSCIENTS du fait que l'éducation en Afrique de l'Ouest et au Sahel est marquée par des taux élevés d'exclusion, la persistance de l'inégalité entre les sexes, les filles étant plus susceptibles de ne pas être scolarisées et les garçons étant confrontés à des taux d'achèvement plus faibles dans quelques pays, un retard dans la qualité de l'éducation, affectant la littératie, la numératie et les compétences nécessaires à l'emploi et au développement durable,

CONSCIENTS que dans plusieurs États du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, les jeunes femmes sont confrontées à des défis et à des vulnérabilités uniques et à des violations de leurs droits fondamentaux, alors qu'elles possèdent aussi un immense potentiel pour contribuer aux efforts de consolidation de la paix et de résolution des conflits,

RECONNAISSONS fermement l'importance de prévenir les jeunes des conflits par la loi tout en liant l'éducation et le marché du travail et en renforçant l'égalité d'accès aux opportunités éducatives, professionnelles et de formation pour les jeunes femmes et les jeunes hommes afin qu'ils puissent accéder à un travail décent, nous :

1. **RÉAFFIRMONS** notre engagement à l'égard du contenu de l'appel à l'action d'Abuja de décembre 2021 lors du Forum annuel de la jeunesse pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel,

2. **DEMANDONS** à tous les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel de collaborer rapidement avec les jeunes et la société civile pour la prévention de l'alcoolisme, de la toxicomanie, de la violence des gangs et de l'accès aux armes légères et de petit calibre, afin d'assurer un avenir meilleur et un développement durable profitable à tous sans exclusion ;

3. **LANCONS** un plaidoyer urgent auprès des gouvernements de chaque pays de la sous-région pour qu'ils suivent l'exemple du Nigeria dans l'appropriation et la domestication des Résolutions 2250 (2015) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et suivantes en adoptant et en finançant la mise en œuvre des plans d'action sur lesdites résolutions ;

4. **ENCOURAGEONS** tous les gouvernements à assurer le développement de systèmes de quotas fonctionnels et durables pour la représentation des jeunes femmes et hommes dans la prise de décision à tous les niveaux, et à renforcer l'application de mesures qui tiennent compte de leurs intérêts et de leur engagement actif dans les organes intergouvernementaux.

Et nous demandons ce qui suit :

Les jeunes femmes et hommes et l'éducation de qualité :

5. Améliorer le statut de la profession d'enseignant : revoir la formation des enseignants, ren-

forcer les capacités et mettre l'accent sur une formation plus qualitative, ainsi que garantir de meilleures conditions de vie pour les enseignants (en termes de salaire, de sécurité sociale, de politiques de rotation dans la région, etc.),

6. Faciliter l'accès à l'école en exonérant tous les frais de scolarité, en aidant les familles à payer les autres coûts liés à la scolarisation en subventionnant les fournitures scolaires (notamment le matériel d'apprentissage, souvent très coûteux), et en rapprochant les écoles des apprenants, ce qui contribuera également à garantir leur sécurité,

7. Former les enseignants et les apprenants à l'utilisation des outils numériques (connaissance et maîtrise) et ainsi déconstruire les idées reçues sur le numérique, mais aussi sur l'intelligence artificielle ; promouvoir leur utilisation comme support d'apprentissage et de transfert de connaissances plutôt que comme moyen de tricherie,

8. Développer l'alphabétisation et l'accès à des programmes gratuits d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) en mettant l'accent sur les compétences pour le travail et l'employabilité, y compris en tant que seconde chance pour les jeunes qui n'ont jamais accédé à l'éducation formelle ou qui l'ont abandonnée, ou pour les jeunes en conflit avec la loi qui ont été emprisonnés et qui méritent un second changement dans la société,

9. Accroître la résilience des systèmes scolaires grâce aux technologies numériques et autres technologies de l'information et

de la communication face aux conflits, à l'augmentation du trafic de drogue et de la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi qu'aux épidémies et autres catastrophes,

10. Inclure l'apprentissage socio-émotionnel et les compétences nécessaires à la vie courante dans l'apprentissage de base, au même titre que la lecture, l'écriture et le calcul, afin de préparer les jeunes à répondre à leurs propres besoins sociaux, professionnels et personnels et à relever des défis tels que les conflits, la violence, y compris la violence fondée sur le sexe, les inégalités entre les sexes et les questions de santé sexuelle et génésique,

11. Adopter des systèmes d'e-santé abordables - y compris l'e-socio et le soutien psychologique pour les jeunes adultes consommateurs de drogues en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Les jeunes femmes et hommes et l'accès au travail décent

12. Les politiques et les programmes relatifs à l'emploi des jeunes doivent, avant tout, évaluer le potentiel de l'emploi productif des jeunes. Cela nécessite un processus de dialogue avec les jeunes pour identifier les domaines critiques en matière d'opportunités et de potentiel d'emploi des jeunes,

13. Développer des cadres politiques favorables à l'emploi des jeunes qui intègrent les objectifs d'emploi des jeunes dans les différents secteurs. En intégrant les objectifs d'emploi des jeunes dans tous les ministères, agences et initiatives sectorielles, ce cadre encourage l'institution-

nalisation de mesures en faveur de l'emploi dans les politiques économiques et les processus budgétaires, dans le but commun de créer des opportunités d'emploi plus nombreuses et de meilleure qualité pour les jeunes,

14. Les pays sont invités à identifier et à renforcer les secteurs ayant un fort effet multiplicateur sur l'emploi, qu'il s'agisse de secteurs traditionnels comme l'agriculture ou de secteurs émergents comme les économies verte, bleue, orange et numérique. Par le biais d'un processus de dialogue social incluant les jeunes, qui permet aux décideurs politiques de comprendre, de prendre en compte et d'utiliser les exigences spécifiques des secteurs et des entreprises afin d'obtenir des avantages comparatifs,

15. Un effort concerté des gouvernements, des entités du secteur privé et des partenaires sociaux, ainsi que des partenaires de développement, pour cultiver un environnement propice à l'investissement privé dans les entreprises qui emploient principalement des jeunes ou qui sont dirigées par de jeunes entrepreneurs. Cet objectif peut être atteint grâce à une combinaison d'incitations telles que des allègements fiscaux, des subventions ou des conditions de prêt préférentielles, ainsi qu'à des initiatives apportant un soutien direct aux jeunes entrepreneurs,

16. Les gouvernements, en collaboration avec les acteurs internationaux du développement, de placer l'emploi des jeunes au centre de leurs stratégies et politiques d'investissement public. Cela inclut l'utilisation de politiques de marchés publics pour favoriser les entrepris-

es qui promeuvent l'emploi des jeunes et la mise en œuvre de programmes publics d'emploi (PEP) qui créent directement des opportunités d'emploi pour les jeunes,

17. Promouvoir l'émergence de jeunes agriculteurs et leur implication dans l'agro-industrie et la transformation des produits agricoles (y compris la transformation des produits agricoles) ainsi que dans les jeunes entrepreneurs qui stimulent l'économie bleue (y compris la transformation locale des déchets de poisson pour produire des produits cosmétiques et/ou des engrais) tout en créant une chaîne de valeur stratégique en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui peut couvrir les besoins en emploi d'une population croissante de jeunes qui ont besoin de trouver des moyens de subsistance durables en 2023-2030,

18. Promouvoir la consommation locale par des messages ciblés sur les réseaux sociaux afin d'encourager la production locale et la transformation des produits locaux,

19. Le développement de l'infrastructure numérique et de transport pour les jeunes afin d'assurer leur connectivité et leur accès aux opportunités de l'AfCFTA,

20. L'accès à l'information sur le marché du travail, en particulier dans les zones rurales, en décentralisant les services de l'emploi,

21. La promotion du dialogue sur l'emploi et la mise en place de programmes de mentorat et de coaching pour les jeunes entrepreneurs.

Urgence pour les jeunes femmes : leadership dans le domaine de

la jeunesse, de la paix et de la sécurité dans l'Ouest et le Sahel

22. Renforcer les programmes de réhabilitation, de réintégration, de soutien à long terme et d'investissement,

23. Sensibiliser les parties prenantes à l'importance du partenariat et du travail avec les jeunes femmes pour promouvoir la paix et la sécurité, en accordant une attention particulière à la violence fondée sur le genre et à la santé et aux droits génésiques dans le contexte de la paix et de la sécurité,

24. Soutenir les programmes déjà mis en œuvre conjointement par le système des Nations unies pour le développement et les États membres régionaux visant à accroître le rôle des femmes dans les secteurs de la justice, de l'application de la loi ou de l'armée,

25. Soutenir les programmes d'appui déjà mis en œuvre conjointement par le système des Nations unies pour le développement, des États membres régionaux et des organisations de la société civile visant à accroître le rôle des femmes chefs religieux en tant qu'avocates principales pour la résolution pacifique des conflits dans la communauté - comme le programme "mourchidates" dans la République islamique de Mauritanie.

Jeunesse et innovation, questions climatiques et solutions adaptatives

26. Renforcer l'adaptation et la résilience au changement climatique par des mesures audacieuses de conservation et de préservation de l'environnement pour faire face aux conséquenc-

es désastreuses de la spirale des conflits intercommunautaires pour l'accès aux ressources naturelles rares, qui compromettent la coexistence pacifique des communautés, déplacent les populations, aggravent l'insécurité humaine, en particulier dans les rangs les plus vulnérables, y compris les jeunes femmes et les jeunes hommes, et augmentent l'incertitude sur les perspectives d'avenir à des niveaux sans précédent,

27. Soutenir le développement de l'économie numérique et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi que d'établir ou de renforcer les mécanismes d'accès à l'investissement et au financement pour les jeunes entreprises afin de lutter contre la migration forcée et la fuite des cerveaux.

Prévention et gestion des conflits et participation aux processus de paix

28. Renforcer les capacités des jeunes femmes et des jeunes hommes en matière de techniques de médiation et de négociation,

29. Soutenir et promouvoir le plaidoyer auprès des institutions nationales, régionales et internationales pour l'inclusion de jeunes femmes et hommes médiateurs, y compris les médiateurs communautaires dans les missions de médiation officielles,

30. Soutenir et promouvoir l'engagement des jeunes et la représentation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les négociations et les pourparlers de paix,

31. Enrôler des programmes d'autonomisation pour les jeunes femmes et les jeunes hommes afin qu'ils développent leurs compétences et leur autonomie pour contribuer à la construction et au développement de la nation,

32. Renforcer les réponses apportées par les jeunes dans la prévention et la lutte contre le terrorisme,

Mise en œuvre de l'agenda pour la jeunesse, la paix et la sécurité

33. UNOWAS et ses partenaires doivent développer une plateforme en ligne/portail électronique qui fournira des connaissances pratiques et des leçons aux jeunes femmes et hommes, permettra aux jeunes de participer à des forums et à des dialogues intergénérationnels, d'en apprendre davantage sur la mise en œuvre de l'agenda des jeunes, de la paix et de la sécurité et sur la manière de le localiser dans les communautés locales.

34. Les États et leurs partenaires doivent s'attaquer efficacement et systématiquement à l'extrémisme violent menant au terrorisme dans la région en faisant participer les jeunes femmes et les jeunes hommes tout en assurant leur protection et leur résilience face aux offres des groupes extrémistes et aux conséquences désastreuses de ce phénomène sur la sécurité humaine.

Général

35. **SOLLICITER** de la part des partenaires techniques et financiers et des philanthropes une attention accrue aux questions de jeunesse liée à leur soutien et accompagnement des États et des organisations de jeunesse

au service du développement et de l'employabilité ainsi que de la préservation de la sécurité et de la paix dans la sous-région ouest-africaine et sahélienne ;

36. **EXHORTONS** tous les jeunes femmes et hommes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à mutualiser leurs forces, leurs efforts, leurs compétences et leur savoir-faire afin de contribuer de manière concertée et synergique à l'instauration d'un climat de paix et de sérénité et à l'édification de communautés économiquement et socialement fortes.

Responsabilité

37. UNOWAS devrait développer et mettre en œuvre un plan de travail limité dans le temps pour assurer la diffusion de l'appel à l'action de Mindelo auprès des gouvernements nationaux et des parties prenantes, promouvoir des activités de plaidoyer et de sensibilisation auprès des gouvernements nationaux, des jeunes et des parties prenantes pour promouvoir l'appel à l'action, ainsi qu'inclure des éléments pour collecter des données, suivre et rendre compte des progrès réalisés.

38. Le Gouvernement de la République du Cabo Verde à travers le Ministre de la Jeunesse et des Sports sera chargé de porter cet Appel à l'Action à l'attention de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel afin de les engager tous pour une mise en œuvre effective des recommandations formulées par les participants du 3ème forum annuel de la jeunesse.

Fait à Mindelo, sur l'île de Sao Vicente, Cabo Verde, le 14 juillet 2023.

La voix des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel



Nous devons agir et mettre en œuvre notre responsabilité civique pour construire une région véritablement résiliente.

- Ahmed, Ghana



J'encourage les jeunes à maintenir la paix, à éviter l'ethnocentrisme source de beaucoup de conflits dans la région et d'avoir le courage de s'engager dans des actions de promotion de la paix et de la cohésion sociale.

- Massetou, Guinée



Les jeunes Africains sont des agents du changement et des moteurs de l'innovation. En tant que jeunes, nous devons braver la tempête pour nous assurer que nous sommes également des agents de la paix et de la sécurité et que nous mettons en œuvre l'égalité entre les hommes et les femmes.

- Miatta, Liberia



Même si nos réalités sont différentes, nous ne devons jamais abandonner nos rêves ! Nous devons nous concentrer sur nos objectifs, parce que la jeunesse a une force et c'est ce dont le monde a besoin.

Natalina, Cabo Verde -



Il est important de déployer tous les efforts aux niveaux local et communautaire pour que tous les jeunes puissent s'imprégner de l'agenda jeunes, paix et sécurité, de la question de l'éducation de qualité et s'engagent pour un développement durable de la région.

Salissou, Niger -



Avec une bonne éducation, une bonne formation et la garantie de la bonne gouvernance, la jeunesse pourra jouer pleinement son rôle dans la construction de la paix, du développement et du modèle d'Afrique que nous attendons.

Bocar, Mauritanie -



Carte postale de la ville de Mindelo

Quelqu'un disait « Celui qui ne connaît pas Mindelo ne connaît pas le Cabo Verde. »

Considéré comme la deuxième ville des Iles du Cabo Verde, Mindelo est situé sur l'île de Sao Vincente, au creux d'une des plus belles baies du monde, aux côtés de celles d'Hanoï, de Rio de Janeiro, ou de San Francisco. Avec son port de Porto Grande, longtemps escale obligée au milieu de l'Atlantique pour des navires du monde entier, Mindelo est un véritable poumon culturel du Cabo Verde et réputée pour sa joie de vivre, la musique, la fête. Cette capitale envoûtante doit sa notoriété à « la diva aux pieds nus », Cesaria Evoria, qu'elle a vu naître. En effet on ne peut parler de Mindelo sans faire allusion à la chanteuse de morna, ce style musical triste et langoureux, identité du Cabo Verde.

Ville des musiciens, Mindelo distille un charme indéniable. Son architecture a des influences portugaise et britannique et compte de beaux édifices. Jusqu'au début du 19e siècle, l'île de São Vicente était déserte car l'île n'offrait que très peu de ressources agricoles. Il faut attendre l'installation en 1838 d'un dépôt de charbon par les Anglais, permettant aux vapeurs de se ravitailler, pour que l'actuelle ville de Mindelo se développe. Les Portugais entreprirent d'organiser son peuplement et aménagèrent la ville afin qu'elle puisse recevoir les institutions politiques d'une cité de premier plan. Aujourd'hui encore, on peut y voir l'ancien palais du gouverneur portugais, devenu le Palais du peuple.

Mindelo est également réputé pour son carnaval « la fête de l'entrudo » introduit par les Portugais au début du 18e siècle et qui célèbre le Mardi gras. Popularisé partout dans le monde à travers les chansons de Cesária Evora, le carnaval de Mindelo est fortement ancré dans la tradition populaire capverdienne et il se prépare toute l'année dans toute l'île.





« Le redressement du Cabo Verde témoigne de la résilience, de l'unité et de l'aspiration commune à un avenir meilleur »



Patricia Portela de Souza

Coordonnatrice Résidente des Nations Unies
au Cabo Verde

En mai dernier, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a nommé Mme Patricia Portela de Souza, du Brésil, Coordinatrice Résidente des Nations unies au Cabo Verde. Expérimentée et déterminée, elle estime que le Cabo Verde est unique parce que son environnement de gouvernance robuste établit des bases solides pour la sécurité humaine, la prestation de services publics et le développement économique durable. Interview.

Vous êtes Coordinatrice Résidente (CR) de l'ONU au Cabo Verde depuis quelques mois, que pouvez-vous nous dire sur ce pays ?

Le Cabo Verde est un magnifique pays archipélagique dont les habitants sont incroyablement résilients et gentils. C'est un pays qui a fait des progrès impressionnants en matière de développement social et économique depuis son indépendance en 1975. Les progrès en matière de revenu par habitant, d'éducation, de soins de santé et les avancées significatives dans la réduction de la pauvreté sont des exemples forts de ces progrès et de

l'engagement envers l'agenda 2030. En outre, il convient de souligner que la démocratie, la transparence et la bonne gouvernance sont des valeurs sociétales fortes pour le peuple du Cabo Verde.

Plus récemment, les crises mondiales cumulées, y compris la pandémie de Covid-19, le conflit en Ukraine et le changement climatique, ont remis en question ces progrès, mais la détermination du gouvernement à préserver le bien-être de ses citoyens et la stabilité économique a assuré une forte reprise et un nouvel élan vers le développement durable. Le redressement du

Cabo Verde témoigne de la résilience, de l'unité et de l'aspiration commune à un avenir meilleur. Des défis subsistent dans plusieurs domaines, mais les dirigeants et la société dans son ensemble sont déterminés à les surmonter.

Quels sont les principaux défis auxquels le pays est confronté et que fait l'équipe de pays des Nations unies pour soutenir les efforts des autorités pour relever ces défis ?

Les principaux défis auxquels le Cabo Verde est confronté peuvent être résumés comme suit :



Le Cabo Verde est unique parce que l'environnement de gouvernance robuste du pays établit une base solide pour la sécurité humaine, la fourniture de services publics et le développement économique durable.

1) Vulnérabilité aux chocs exogènes. En tant que petit État insulaire en développement (PEID), le Cabo Verde est confronté à des contraintes structurelles, telles que la rareté de l'eau et l'exiguïté des terres arables, l'étroitesse du marché intérieur et la dispersion territoriale. Ces contraintes entraînent une dépendance importante du pays à l'égard des intrants extérieurs (combustibles, denrées alimentaires, marchandises, biens intermédiaires) et des financements extérieurs (envois de fonds, IDE, aide publique au développement), et perpétuent sa vulnérabilité aux crises économiques mondiales, au changement climatique et aux prix internationaux des produits de base. Cela a été particulièrement évident lors des récentes crises multiples et qui se chevauchent (changement climatique, COVID-19 et conflit en Ukraine). Les effets cumulés de ces chocs externes ont encore réduit les réserves intérieures, les entreprises et les ménages (revenus, épargne, investissements, etc.).

2) La persistance des inégalités et de l'exclusion socio-économique, y compris les disparités territoriales : Neuf

groupes ont été identifiés comme étant les plus exposés au risque d'être laissés pour compte, sur la base d'une analyse documentaire, de discussions avec des groupes focaux et d'ateliers multipartites, menés par le partenariat national LNOB et avec le soutien de l'équipe de pays des Nations unies. Ces groupes sont les personnes exposées à l'insécurité alimentaire, les femmes et les filles vulnérables, les enfants et les adolescents vulnérables, les jeunes sans emploi, sans éducation ou sans formation, les personnes âgées, les immigrés, en particulier ceux originaires d'Afrique continentale, les personnes handicapées, les détenus, les minorités en fonction de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle et les personnes vivant dans des régions isolées. Au sein de ces neuf groupes, les sous-groupes vivant dans la pauvreté monétaire, en particulier dans l'extrême pauvreté, risquent davantage d'être laissés pour compte.

3) Alors que la forte reprise économique de 2022 a permis à de nombreux indicateurs du marché du travail de revenir aux niveaux d'avant la pandémie, le chômage des jeunes (15-24 ans) reste relativement élevé avec un taux de 27,3 %¹, de même que le taux de NEET (Not in Employment, Education or Training) chez les jeunes. L'expansion économique dépend encore fortement d'un secteur touristique géographiquement concentré, ce qui entrave une croissance économique soutenue et inclusive, qui doit générer davantage d'emplois pour la population plus jeune.

4) Accès aux financements concessionnels et à des investissements privés diversifiés et durables : Pour se remettre de ces crises multiples, renforcer la résilience et investir dans la transition vers une économie bleue capable de continuer à stimuler le développement durable, le Cabo

Verde a besoin de partenariats et d'investissements avec de multiples parties prenantes. Cependant, l'espace budgétaire limité et la pression écrasante sur les dépenses publiques pour atténuer l'impact des trois crises entravent l'investissement public.

5) Adaptation au changement climatique : En tant que PEID, le Cabo Verde a l'une des plus faibles émissions de gaz à effet de serre par habitant² et fait cependant partie des pays les plus vulnérables au changement climatique, avec le défi fondamental de gérer de manière adéquate la pénurie d'eau pour des systèmes agroalimentaires et des écosystèmes durables

Le Cabo Verde fait partie d'une sous-région confrontée à l'instabilité et à l'insécurité. Êtes-vous préoccupé par l'impact possible sur le pays ? Diriez-vous que le Cabo Verde est unique ?

Le Cabo Verde est unique parce que l'environnement de gouvernance robuste du pays établit une base solide pour la sécurité humaine, la fourniture de services publics et le développement économique durable. Le Cabo Verde a ratifié les neuf principales conventions internationales sur les droits de l'homme et a adhéré aux principaux instruments de promotion des droits de l'homme en Afrique. En ce qui concerne les normes internationales du travail, le Cabo Verde dispose d'un bon cadre de responsabilité en termes de prévisibilité et de contrôle de l'exécution du budget, même si certains défis subsistent.

Pour poursuivre son parcours réussi vers les ODD dans ce paysage difficile au niveau sous-régional, le Cabo Verde devra s'appuyer sur ses institutions qui fonctionnent bien et sur la poursuite des réformes de l'administration publique, notamment par le biais de

la numérisation, favorisant une participation accrue des citoyens, en particulier des femmes et des jeunes, aux processus de prise de décision. Il devra également poursuivre l'investissement fructueux dans le développement des talents humains, maintenir et améliorer l'accès à des services sociaux de qualité, et diversifier l'économie. Le Cabo Verde est également unique en tant que l'un des deux seuls PEID de la sous-région et le seul pays archipelagique.

Le Cabo Verde peut compter sur une gouvernance et une culture démocratique exceptionnelles. Ses institutions solides, son capital humain - basé sur des systèmes d'éducation et de santé bien supérieurs à la moyenne régionale - et son contrat social sont des atouts essentiels pour améliorer son développement durable et la réalisation des ODD. En raison de son caractère unique, le pays est bien placé pour partager ses bonnes expériences en matière de bonne gouvernance, de transparence et de démocratie avec la sous-région, l'ensemble du continent et même le monde. Ce sont des atouts du Cabo Verde qui devraient être partagés au niveau mondial - un pays aux

ressources très limitées qui a réussi à réduire la pauvreté, à assurer une couverture universelle de l'éducation de base et des soins de santé primaires, et qui a établi une forte culture de la paix dans toutes les îles. Le Plano Estrategico de Desenvolvimento Sustaentavel - PEDS II -, est une bonne feuille de route pour accélérer le développement pour tous, en travaillant vers les objectifs de l'Agenda 2030.

Quelles sont vos priorités pour 2023/2024 ?

Les principales priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour les années à venir, telles qu'elles sont énon-

cées dans le Cadre de développement durable des Nations Unies 2023- 2027, sont les suivantes :

- L'éradication de l'extrême pauvreté : soutenir le gouvernement avec la Stratégie nationale d'éradication de l'extrême pauvreté (ENEPE - 2022-2026) et dans la réalisation d'une approche holistique, en engageant tous les acteurs publics (à la fois nationaux et locaux), le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et les communautés, en étroite coordination avec les partenaires internationaux du développement.
- Localisation des ODD : accélérer la réalisation des ODD au niveau local en encourageant et en développant les capacités des municipalités, en mettant en œuvre des programmes multidimensionnels et conjoints sur le terrain, en aidant le gouvernement et les municipalités à renforcer leur résilience face à l'impact du changement climatique.
- Économie bleue : mettre en place un mécanisme de coordination utile et efficace entre les partenaires et les institutions publiques et privées afin d'améliorer et d'intensifier les activités liées à l'économie bleue, en soutenant et en renforçant la capacité de mise en œuvre des institutions et des organisations de la société civile.
- Jeunesse : en coordination avec le gouvernement et les partenaires, y compris les associations de jeunes, soutenir des actions intégrées et multidimensionnelles pour créer des opportunités pour les adolescents et les jeunes, en garantissant l'achèvement de la scolarité et l'accès à la formation professionnelle et aux opportunités d'emploi, ainsi que l'engagement dans le débat public et les processus de prise de décision.

- Transformation numérique : soutenir le gouvernement et les autres parties prenantes dans le déploiement du programme de transformation numérique, en étudiant la possibilité d'élaborer et de mettre en œuvre un programme commun à l'échelle des Nations unies dans ce domaine.
- L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, y compris des actions sur les normes de genre et les rôles sociaux des femmes et des hommes.
- Evaluer pour guider la feuille de route et informer la conception du prochain cadre de coopération pour 2025-2029. de coopération pour 2025-2029.



Le Cabo Verde peut compter sur une gouvernance et une culture démocratique exceptionnelles. Ses institutions solides, son capital humain - basé sur des systèmes d'éducation et de santé bien supérieurs à la moyenne régionale - et son contrat social sont des atouts essentiels pour améliorer son développement durable et la réalisation des ODD.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT **DURABLE**



Simão achève sa tournée régionale, appelle à une mobilisation accrue pour la paix et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Après avoir visité la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Sierra Leone, et le Niger, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, a poursuivi sa tournée de familiarisation des pays de la sous-région durant laquelle il s'est arrêté au Cabo Verde, Guinée, Liberia, Mauritanie, Gambie, Ghana, Mali, Togo, Bénin, et Nigeria.



Le RSSG Simão lors de ces rencontres avec les présidents du Ghana, du Cabo Verde, du Liberia et de la Gambie

Comme affiché durant la première étape, l'objectif de la deuxième (et dernière étape) de la tournée régionale du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, est le même : Ecouter les interlocuteurs nationaux et régionaux pour mieux comprendre leurs attentes, et apporter un soutien efficace à travers un partenariat responsable et efficace.

Dans toutes les capitales de la sous-région où il a pu se rendre, Mr. Simão a échangé avec les autorités nationales et les partenaires régionaux sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer le partenariat et faire face aux multiples défis qui freinent le développement et fragilisent la consolidation de la paix et la démocratie.

Conscient des efforts entrepris par les pays de la sous-région face à une situation, le Représentant spécial a renou-

velé le soutien des équipes pays des Nations Unies et celui de l'UNOWAS pour un partenariat responsable et efficace pour atteindre les Objectifs du Développement Durables (ODD). Il a notamment souligné la nécessité de coordonner les efforts pour mieux lutter contre l'impact du changement climatique et le terrorisme. Il a également, lors du 3ème Forum Annuel des jeunes, organisé par UNOWAS au Cabo Verde, encouragé les autorités politiques en Afrique de l'Ouest et

eu Sahel, à continuer leurs efforts en faveur d'une meilleure participation des jeunes femmes et hommes dans les processus de prise de décision.

Mais les récents développements politiques et sécuritaires dans la sous-région, marqués par la prise du pouvoir par les militaires à Niamey, au Niger, le 26 juillet dernier, ont souligné l'urgence d'agir pour trouver une résolution pacifique à la crise, et pour éviter une détérioration de la situation sécuritaire au Sahel.

Quelques jours après le coup de force à Niamey qu'il a fermement condamné, le Représentant spécial Simão s'est rendu à Abuja, Nigeria, pour participer au sommet extraordinaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur

la situation au Niger. « Le changement anticonstitutionnel de gouvernement au Niger vient aggraver une situation sécuritaire dégradée dans la zone du Liptako Gourma, et dans la région en général », avait-il déclaré.

En coordination avec la CEDEAO, Mr. Simão a poursuivi ses efforts de bons offices pour permettre un retour à l'ordre constitutionnel et un règlement pacifique de la crise, dans l'intérêt du Niger et de toute la sous-région. Il s'est rendu à Niamey le vendredi 18 et samedi 19 août où il a rencontré Ali Mahaman Lamine Zeine, Premier ministre nommé par le Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP).

Lors de ses échanges, le Représentant Spécial a demandé à ses interlocuteurs Nigériens de tout mettre en œuvre

pour favoriser une résolution pacifique de la crise, et un retour à l'ordre constitutionnel. Il a souligné l'impact de cette crise sur les vies humaines, et a demandé au Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'acheminement et l'accès de l'assistance humanitaire fournie par le système des Nations Unies et les autres agences humanitaires aux populations vulnérables au Niger.

En étroite coordination avec les différents partenaires, Mr. Simão continue ses efforts inlassables pour trouver une résolution pacifique à la crise et faciliter un retour à l'ordre constitutionnel au Niger.



Des femmes déplacées pilent du mil devant la maison d'un parent qui leur a offert un refuge à Niamey. Les femmes ont fui les attaques violentes dans leur village au sud du Niger en mai 2022. OCHA/Michele Cattani

Les Chefs de Missions des Nations Unies font le point sur leur action



Les RSSG lors de la réunion des Chefs de Mission des Nations Unies

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, (UNOWAS), a accueilli, le 12 septembre 2023 à Dakar, Sénégal, la 38ème réunion des chefs de Missions des Nations Unies. Objectif : faire le point sur la situation politique et sécuritaire, et échanger sur les tendances liées au développement et à la gouvernance dans les régions du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Les Représentants spéciaux du Secrétaire général et chefs des missions des Nations Unies, respectivement, El-Ghassim Wane pour la mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Parfait Onanga-Anyanga, pour le Bureau de l'Union africaine (UNOAU), Abdou Abarry pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdoulaye Bathily pour la mission d'appui en Libye (UNSMIL), Abdoulaye Mar Dieye, Coordinateur spécial pour le développement du Sahel, et Leonardo Santos Simão, ainsi que la Représentante adjointe, Giovane Biha, pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, se sont retrouvés à Dakar pour échanger sur leurs engagements stratégiques afin de mieux relever les défis et de préserver les principes de gouvernance démocratique, et l'État de droit.

La situation politique et sécuritaire dans les régions du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale,

marquée notamment par des changements anticonstitutionnels de gouvernement, et la nécessité de rétablir rapidement l'ordre constitutionnel conformément aux instruments normatifs africains pertinents et aux déclarations des Nations unies, a eu une place importante dans les échanges des responsables onusiens qui ont souligné la nécessité de promouvoir la bonne gouvernance et la transparence, et de renforcer le partenariat entre les Nations unies et les organisations régionales et sous-régionales africaines dans le domaine de la gouvernance.

Les chefs de mission ont souligné le rôle essentiel des partis politiques, de la société civile et des organisations communautaires dans la promotion et l'exercice de la bonne gouvernance et ont insisté sur l'importance de la séparation des pouvoirs et des mécanismes d'équilibre des pouvoirs, y compris pendant les processus de révision con-

stitutionnelle et les périodes de transition.

Les chefs de mission ont convenu que, dans les situations complexes, les principales préoccupations devaient porter à la fois sur l'aide humanitaire et sur l'aide au développement, car cette dernière est directement affectée à long terme si elle n'est pas prise en charge, ce qui entraîne une récurrence et constitue une cause fondamentale d'instabilité.

Réitérant l'importance de l'approche "nexus" pour la paix et la sécurité, l'humanitaire et le développement, ils ont appelé à des sociétés plus inclusives et à un système économique et financier mondial plus équitable qui favorise les pays en développement et la réalisation des ODD, ainsi que la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. (Plus d'information dans le [communiqué de presse](#))



ACTION **EN FAVEUR** **DE LA PAIX**

nos ambitions pour les **#ObjectifsMondiaux**

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

21 Septembre 2023

#peaceday | un.org/peaceday

Vers une évaluation du code de conduite de Yaoundé et de son architecture après 10 ans d'actions



Les participants lors de la réunion d'évaluation du Code de conduite de Yaoundé

Les résolutions des Nations Unies 2018 (2011) et 2039 (2012) encouragent les États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Commission du Golfe de Guinée (GGC), à lutter à travers une action concertée, contre la piraterie, les vols à main armée en mer et autres formes de crimes maritimes dans le golfe de Guinée. Dans ce cadre, UNOWAS, en partenariat avec l'UNOCA, soutient les efforts régionaux afin d'instaurer un environnement maritime stable.

Depuis des décennies, la sous-région est confrontée à la criminalité transnationale organisée en mer, et aux menaces à la sûreté et la sécurité de la navigation maritime, notamment dans le Golfe de Guinée. Ces fléaux ont des conséquences néfastes sur le commerce international, la sécurité énergétique et l'économie mondiale, et causent des pertes de vies humaines.

Dans ce contexte, la coopération aux niveaux mondial, régional, sous-régional et bilatéral joue un rôle crucial dans la lutte menée contre les men-

aces à la sécurité maritime, y compris les actes de piraterie, les vols à main armée commis en mer, les actes de terrorisme dirigés contre les transports maritimes, les installations au large et autres intérêts maritimes. Cette coopération est matérialisée par la mise en place d'instruments et de mécanismes bilatéraux et multilatéraux de contrôle, de prévention et de maîtrise de ces risques et d'échanges d'informations plus soutenus entre coopération États.

Afin de promouvoir la coopération maritime régionale et l'instauration

d'un environnement maritime stable, et ainsi contribuer à la paix, à l'ordre et au maintien de la prospérité, les États du Golfe de Guinée ont adopté, en 2013, le Code de conduite de Yaoundé relatif à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'en est suivi l'établissement par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et la commission du Golfe de Guinée, de l'architecture de la sûreté et la sécurité

maritime. Après 10 ans d'existence, il est nécessaire d'évaluer les dispositions et les stratégies du Code de conduite de Yaoundé ainsi que les progrès réalisés dans l'opérationnalisation de l'architecture afin qu'ils soient mieux adaptés aux réalités et aux menaces émergentes.

C'est dans cette perspective que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ont décidé de soutenir l'organisation d'une réunion dont l'objectif était d'élaborer des plans

d'action pour évaluer les dispositions et les stratégies du Code de conduite de Yaoundé. Cette rencontre, qui s'est tenue du 14 au 16 Aout 2023 à Dakar, a réuni un groupe restreint de représentants de structures engagées dans la lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée, notamment le Centre interrégional de coordination (CIC), la CEEAC, la CEDEAO, la Commission du golfe de Guinée, le Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO) et le Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique centrale (CRESMAC) et la Co-présidence du groupe des amis du Golfe de Guinée représentée par la côte d'Ivoire (G7 ++ FoGG).

Au terme de trois jours de discussions, les participants ont élaboré des plans d'action pour un examen du Code de conduite de Yaoundé et de l'architecture régionale qui en découle. Les résultats des travaux ont permis à la Réunion Annuelle des Hauts responsables (RAHAR) du Centre Inter-régional de Coordination, qui s'est tenue au mois de septembre 2023 à Abuja, d'identifier les nouveaux défis, de parvenir à une utilisation optimale des ressources disponibles et de définir une vision stratégique pour la prochaine décennie.



“L’architecture de Yaoundé et les Etats du Golfe de Guinée doivent mettre en place des mesures dissuasives contre les auteurs des infractions maritimes.”



Amiral Narciso Fastudo

Directeur Exécutif Adjoint du Centre Interrégional de coordination (ICC)

En marge de la réunion organisée par UNOWAS, UNOCA et ONUDC du 14 au 16 août dernier à Dakar pour évaluer les dispositions et les stratégies du Code de conduite de Yaoundé, le Directeur Exécutif Adjoint du Centre Interrégional de coordination (ICC), l'Amiral Narciso Fastudo, fait le point sur le Code de conduite de Yaoundé. Entretien.

Quelles sont les principales réalisations de l’architecture de Yaoundé en matière de sûreté et de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée après dix années de processus de Yaoundé ?

L’architecture de sécurité et de sûreté maritime du Golfe de Guinée créée lors du Sommet des Chefs d’Etat et de

Gouvernement de la CEEAC, de la CE-DEAO et de la CGG du 25 Juin 2013 et opérationnalisée depuis lors a entrepris les réalisations dont les plus saillantes sont les suivantes :

- Elle a assuré le suivi, le contrôle et la surveillance des activités des navires suspects ou ceux impliqués dans les infractions maritimes à travers les

outils de gestion et d’analyse des comportements anormaux des navires en mer. Ce travail est diffusé régulièrement dans les bulletins de sécurité maritime des différents centres de l’architecture vers les forces navales pour l’intervention le cas échéant et vers le grand public pour la visibilité des activités de l’architecture. Le résultat s’est fait ressentir par la baisse régulière

des actes de piraterie et de vol à main armée contre les navires marchands dans l'espace maritime commun de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;

- Sur le plan juridique, l'architecture s'est attelée à renforcer avec l'aide des partenaires, les capacités des Etats à se doter de législations leur permettant de traiter à toutes les étapes les auteurs des infractions maritimes, le but ultime étant de les harmoniser au niveau interrégional. En outre, l'architecture a élaboré et mis en place un guide pratique pour l'organisation de procès fictifs sur la piraterie maritime en collaboration avec les partenaires ;

- La formation n'étant pas en reste, l'architecture a pu mettre en place une matrice de formation dont le contenu est actuellement suivi par les centres d'excellence sélectionnés ; et

- L'architecture de Yaoundé participe régulièrement aux exercices maritimes régionaux et interrégionaux impliquant les marines et garde-côtes riverains du Golfe de Guinée.

Les menaces dans le Golfe de Guinée sont multidimensionnelles et liées dans de nombreux cas. Outre la piraterie, les autres formes de criminalité maritime telles que les vols à main armée en mer, le ravitaillement illégal, le trafic de drogue par mer et la pêche INN constituent une menace réelle pour la paix et le développement dans la région. Que faut-il faire au niveau du Code de conduite de Yaoundé et de l'Architecture de Yaoundé pour la sûreté et la sécurité maritimes au sein du GoG pour atténuer ces risques ?

Pour répondre précisément à cette question, je dirais que l'architecture de Yaoundé et les Etats du Golfe de Guinée doivent mettre en place des mesures dissuasives contre les auteurs

des infractions maritimes. Au niveau national, les Etats doivent mettre en place des cadres juridiques, institutionnels, et opérationnels notamment au sein des structures inter-administrations ou inter-agences qui privilégient la collaboration inter-administrations en matière d'échange d'information et mutualisent les moyens opérationnels de toutes les administrations intervenant en mer de manière à augmenter la présence en mer desdits moyens dans le cadre de la surveillance des espaces maritimes sous leur juridiction.

Au niveau régional et interrégional, la même collaboration devrait être encouragée entre l'architecture de Yaoundé et les structures spécialisées supra-étatiques de lutte contre la pêche illégale, les trafics en tout genre, la lutte contre la pollution...

Dans la perspective de l'évaluation du code de conduite, il est possible de le rendre juridiquement contraignant pour améliorer son implémentation.

Les tendances enregistrées au cours du premier semestre 2023 suscitent des inquiétudes quant à l'augmentation des enlèvements d'équipages même dans la mer territoriale des eaux d'Afrique Centrale. Quelles sont les raisons possibles derrière cela ?

Depuis le début de l'année, on observe les phénomènes qu'on croyait disparus tels que le détournement des navires et la prise en otages des membres d'équipage. Les raisons sont nombreuses, je dirais exogènes et endogènes. Les raisons exogènes concernent les navires eux-mêmes et leur compagnie car les navires détournés cette année se sont retrouvés mêlés la plupart de temps dans des activités illicites. Au-delà des raisons exogènes, nous constatons que les Etats riverains du Golfe de Guinée ne disposent pas toujours des capacités nécessaires

pour exercer un contrôle efficace sur leurs immenses espaces maritimes et côtiers. En outre, il faut nécessairement un soutien accru pour lever les obstacles à la pleine opérationnalisation de l'architecture de Yaoundé, parmi lesquels l'insuffisance en personnel, en équipements appropriés et en soutien logistique et le manque de financement prévisible et durable

Après dix ans de processus de Yaoundé, êtes-vous optimiste quant à la sûreté et à la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée ?

A l'analyse, il n'est pas excessif de dire que d'énormes avancées ont été réalisées. Les opportunités que recèle l'architecture de Yaoundé sont importantes. Dix années après la création de l'Architecture de Yaoundé et la signature du Code de Conduite, les Etats du Golfe de Guinée, leurs partenaires et les communautés régionales ont entrepris les efforts qui ont abouti à la diminution des actes de piraterie et de vol à main armée contre les navires marchands. Beaucoup a donc été fait durant les dix premières années du processus de Yaoundé. Cependant, beaucoup reste encore à faire pour sécuriser l'espace maritime du Golfe de Guinée en vue du développement d'une économie bleue durable au bénéfice de nos Etats et de leurs populations. C'est dans cette perspective que l'architecture de Yaoundé en collaboration avec les communautés régionales (CEEAC, CEDEAO et CGG) et les partenaires internationaux travaille actuellement dans le sens de l'évaluation du code de conduite et du fonctionnement de l'architecture de Yaoundé dix après. Les plans d'action ont déjà été élaborés et attendent leur validation auprès des Hauts Responsables de l'architecture de Yaoundé.

Les communautés, priorité majeure de la CMCN



Habitants de Garoua, Cameroun

Alors que la construction des piliers continue de progresser et que la finalisation du projet de démarcation de la frontière est en vue, les droits des populations concernées restent une priorité essentielle pour la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CNMC) des Nations unies.

Comme une grande partie du continent africain, le Cameroun et le Nigeria sont deux pays bâtis selon des frontières coloniales. Après que le Cameroun a entamé en 1994 une procédure judiciaire auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) pour revendiquer la souveraineté de la péninsule de Bakassi, un arrêt a été rendu en 2002 pour exiger que la frontière entre les deux pays soit délimitée conformément aux documents historiques existants.

Alors que la démarcation des frontières tend à être caractérisée par un langage technique et des objectifs chiffrés, il s'agit au fond d'une question qui affecte de façon intégrale la vie des communautés frontalières locales au Cameroun et au Nigeria.

Comment la frontière de votre pays vous définit-elle ? Votre nationalité, les

lois que vous respectez, le terrain sur lequel se trouve votre maison ? Pour beaucoup, il s'agit là de certitudes absolues. Pourtant, pour les familles vivant le long de la frontière entre le Cameroun et le Nigeria, cette question n'est pas si simple.

Les habitants de villages tels que Mogode ont exposé les problèmes auxquels ils sont confrontés lors d'une récente mission sur le terrain effectuée par une délégation tripartite composée du Cameroun, du Nigeria et des Nations unies. Au cours de la mission d'évaluation à mi-parcours du lot 7, par le Comité de pilotage du projet, qui s'est déroulée les 4 et 5 juillet 2023, les responsables ont rencontré les chefs traditionnels et la population locale afin de les écouter et de répondre à leurs préoccupations.

Lors d'une réunion convoquée par le préfet local, les chefs traditionnels ont représenté leurs communautés et exprimé leurs préoccupations. De nombreux habitants camerounais ont expliqué que leurs maisons, leurs fermes, leurs bâtiments publics et même leurs villages étaient désormais considérés comme se trouvant au Nigeria. Les fermes ont été coupées en deux et certaines familles vivent de part et d'autre de la frontière. Nombreux sont ceux qui ont vécu toute leur vie en tant que Camerounais et à qui l'on dit maintenant, à tort, qu'ils sont considérés comme des Nigériens aux yeux de la loi.

Reconnaissant ces problèmes très concrets et viscéraux, les chefs de délégation ont expliqué que l'arrêt de la CIJ ayant été approuvé en 2002 par les chefs d'État du Cameroun et du Nige-

ria de l'époque, devait être mis en œuvre. Ils ont expliqué les options offertes aux habitants : ils peuvent changer de nationalité pour s'adapter au territoire dans lequel ils vivent, ils peuvent conserver leur nationalité actuelle ou ils peuvent s'installer du côté de la frontière qu'ils estiment correspondre à leur identité, mais ils doivent obéir aux règles et aux lois du pays dans lequel ils résident. Cependant, chaque option est assortie d'une mise en garde essentielle : tout problème ou grief doit être soumis aux autorités locales par des moyens légaux et pacifiques, en évitant à tout prix la violence.

Malgré le caractère pratique de la réunion, les autorités et la population locale ont surtout retenu que les Camerounais et les Nigériens forment une famille qui ne peut laisser une frontière s'interposer entre des années d'histoire et de culture riches que les deux pays partagent. La paix doit être protégée à tout prix.

Alors que la construction des piliers continue de progresser et que la finalisation du projet de démarcation de la frontière est en vue, les droits des populations concernées restent une priorité essentielle pour la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CNMC) des Nations unies. Afin d'aider les populations frontalières à traverser cette période de transition, des projets de sensibilisation seront mis en œuvre pour soutenir les personnes concernées et veiller à ce que le projet atteigne son objectif de préserver la paix et la sécurité pour les populations du Cameroun et du Nigeria.

En sa qualité de Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria, (CMCN), le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, (UNOWAS), Leonardo Santos Simão, a récemment visité Abuja et Yaounde pour faire le point sur les activités de la CMCN et renou-

veler le soutien des Nations Unies aux deux pays dans leurs efforts conjoints pour parachever la démarcation de la frontière, renforcer la coopération transfrontalière et lancer des projets de développement pour les populations affectées par les travaux de démarcation.

« Les efforts fournis et les progrès réalisés par la CMCN sont exemplaires. Je félicite les deux délégations et les encourage à redoubler d'effort pour compléter le processus de démarcation et à renforcer la confiance, la paix et le développement des populations transfrontalières, » a dit le Président de la CMCN, Simão, ajoutant que les Nations Unies continueront de soutenir les efforts du Cameroun et du Nigeria pour évaluer les besoins des populations affectées par les travaux de démarcation, afin de leur fournir une assistance efficace et d'améliorer leurs conditions de vie.



Borne principale, près de Mogode- Cameroun

UNOWAS soutient les efforts de revitalisation de l'Association du Barreau de l'Afrique de l'Ouest (WABA)

Conformément à son objectif stratégique de soutenir les efforts régionaux visant à renforcer le respect de l'état de droit et des droits de l'homme, UNOWAS a soutenu l'organisation d'une conférence régionale de l'Association du Barreau de l'Afrique de l'Ouest (WABA) à Accra, au Ghana, les 1er et 2 août 2023.

La conférence a été identifiée comme l'une des nombreuses étapes nécessaires pour revitaliser la WABA, qui a été mise en sommeil ces dernières années en raison de défis institutionnels. Étaient présents les présidents et les membres exécutifs des barreaux de 14 des 15 États membres de la CEDEAO (le Niger n'a pas pu participer en raison de la fermeture des frontières à la suite du coup d'État), le procureur général adjoint et ministre de la Justice du Ghana (Alfred Tuah Yeboah), des représentants de la Cour de justice de la CEDEAO et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que le coordonnateur résident des Nations Unies au Ghana. La conférence était organisée sur le thème "Promouvoir la consolidation démocratique par le respect de l'État de droit et des droits de l'homme : Tirer parti du rôle des barreaux".

Représentant le président ghanéen Nana Akufo-Addo lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'intérieur, Hon Ambrose Dery, a reconnu, entre autres, le rôle central de l'État de droit dans la consolidation démocratique, la paix et la sécurité régionales, tout en appelant à des partenariats plus sol-

ides entre les barreaux. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef de l'UNOWAS. Leonardo Simao a souligné le rôle important de WABA en tant que plateforme de consultations, de partage d'expériences et de plaidoyer commun sur certaines questions d'actualité dans la région, notamment la lutte contre l'impunité, les cas d'instrumentalisation des systèmes judiciaires et l'amplification de la voix des personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables.

Les discussions au cours de ces deux jours ont porté sur les thèmes suivants : Les défis de l'État de droit et des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest ; les changements anticonstitutionnels de gouvernement et l'engagement dans les transitions, le rôle des barreaux ; l'instrumentalisation du

système judiciaire, les défis et les opportunités pour une action concertée des barreaux ; la promotion de l'accès aux mécanismes de justice régionale, la contribution des barreaux ; et le renforcement des partenariats institutionnels, les défis et les opportunités. Les barreaux ont reconnu l'im-

portance d'une action collective afin d'accroître l'impact de leurs efforts sur des questions telles que la consolidation démocratique, la paix régionale, la sécurité et le développement. À cet égard, ils ont convenu d'assurer des consultations régulières et de renforcer leur communauté de pratique, WABA jouant un rôle de facilitateur. En outre, les participants ont réaffirmé la nécessité pour les barreaux d'être la voix des communautés marginalisées et vulnérables et de continuer à mener des actions d'éducation et de sensibilisation sur les questions relatives à l'État de droit et aux droits de l'homme.

À l'issue de la conférence, les participants ont convenu de renforcer le cadre législatif et institutionnel de la WABA, compte tenu de sa pertinence pour la région. À cet égard, un comité ad hoc composé de représentants de la Guinée-Bissau, du Mali et de la Sierra Leone a été créé pour diriger la révision de la constitution de WABA, qui ouvrira la voie à l'élection de nouveaux membres de l'exécutif chargés de piloter les activités de WABA dans les années à venir.